

Seine-et-Marne

EQUILIBRES



LA SEINE-ET-MARNE DOIT TENIR TOUTE SA PLACE EN ILE-DE-FRANCE !

Le 22 mars prochain, vous voterez pour vos 21 conseillers Seine-et-Marnais qui siègeront au Conseil Régional d'Ile-de-France.

Je sais que l'une de vos préoccupations principales est le problème de l'emploi.

Pour gagner cette bataille, c'est sur la formation que doivent porter nos efforts. En Seine-et-Marne, il faut accélérer la rénovation et la construction des lycées et il faut que la Région investisse dans de nouvelles universités et IUT. La lutte contre le chômage est la priorité du gouvernement. Que le département et la Région y participent nous permettra de réussir.

Pour beaucoup, travailler en Seine-et-Marne n'est bien souvent qu'un rêve. En effet, le département a des logements mais pas suffisamment d'emplois. Savez-vous que dans les Hauts-de-Seine on a construit huit fois plus de bureaux qu'en Seine-et-Marne en quatre ans ? Il faut que là aussi, la Région intervienne, qu'elle incite les entreprises à s'installer là où les gens vivent.

Dans le même temps, un effort considérable doit être fait pour les transports, collectifs particulièrement. Chacun doit pouvoir circuler d'un point à un autre du département, du nord au sud et de l'est à l'ouest, sans être obligé de passer par Paris.

Pour nos villes, le Conseil Régional doit participer plus fortement à la réhabilitation et à l'aménagement des quartiers les plus défavorisés.

Il faut en finir avec les immeubles dégradés, dans ces quartiers privés d'équipements collectifs, marginalisant leurs habitants, conduisant quelquefois les jeunes au désespoir, souvent à l'échec.

Nous réclamons des actions spécifiques de la Région, notamment pour refuser la spéculation foncière qui menace les Seine-et-Marnais et notre environnement.

Contrôler l'urbanisation, maîtriser le développement, refuser la loi du plus fort, protéger les espaces naturels et les terres agricoles : l'aménagement de la Seine-et-Marne ne peut être isolé de celui de l'Ile-de-France.

Ce scrutin du 22 mars, vous le voyez, engage notre avenir, celui de nos enfants.

Depuis 25 ans, la Région est à droite : elle se contente de gérer timidement l'Ile-de-France, sans grande ambition.

Les candidats socialistes feront campagne pour qu'une politique plus dynamique, plus volontaire soit menée en Ile-de-France et dans laquelle la Seine-et-Marne tiendra toute sa place.

Chaque jour, l'avenir de l'Ile-de-France se construit. Ensemble, nous pouvons vivre mieux en Seine-et-Marne. Tel est l'enjeu.

Le 22 mars prochain, prenez la parole !

En avant Seine-et-Marne, avec les Socialistes.

Yannick Bodin

SOMMAIRE

Nos projets pour la Seine-et-Marne

p. 2

Nos projets pour l'Ile-de-France

p. 4

3 questions à Michel Sapin

p. 7

En avant Seine-et-Marne avec les Socialistes

p. 8



22 mars 1992 : la Région ne doit plus rester à Droite



Transports : un droit pour tous

La situation géographique de la Seine-et-Marne en fait une plaque tournante de l'Ile-de-France. Les villes nouvelles, la construction d'Eurodisneyland et du grand stade devraient encore accroître les capacités de notre département en plein développement.

Transports collectifs : un besoin quotidien.

Les réseaux de transports et de communication sont aujourd'hui inadaptés en Seine-et-Marne. Ils sont l'une des principales préoccupations quotidiennes de ses habitants.

Un bon réseau de transports collectifs qui à l'intérieur du département relie les villes entre elles, est nécessaire. Aujourd'hui en effet, mieux vaut ne pas travailler à Melun ou à Meaux si vous habitez Provins ou Coulommiers. Assez d'heures perdues

dans des transports saturés matin et soir ! La Région doit participer à la mise en place d'une véritable "charte de qualité de service" entre les transporteurs et les usagers.

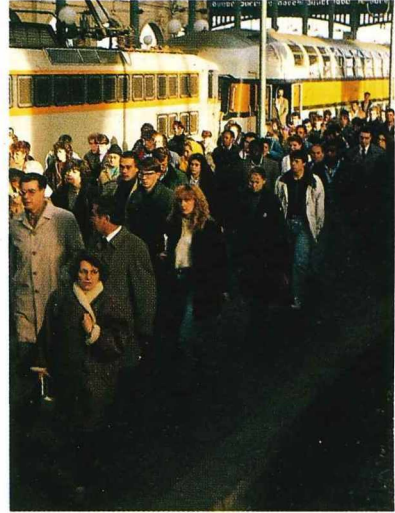
Notre département souffre de l'éloignement des emplois. Il faut que l'organisation des transports soit à la hauteur de nos besoins. Les liaisons routières nationales et autoroutières traversent notre département dans le seul but de relier la province à Paris. Cela ne peut continuer, car la qualité des transports ne se mesure pas en kilomètres mais plutôt en besoins.

Besoins en liaisons nationales, liaisons internationales, liaisons départementales. A ces besoins devront correspondre des projets d'infrastructures routières, ferroviaires et même fluviales.

Depuis de nombreuses années, les élus socialistes de Seine-et-Marne demandent l'étude d'un véritable schéma routier départemental fixant des objectifs prioritaires et ambitieux pour revenir à une situation acceptable. Les conditions d'accès à l'implantation d'entreprises, mais aussi les liaisons habitat-

emploi ne peuvent être dissociées de ce projet.

L'inscription de telles infrastructures, tant routières que ferroviaires ne pourra se faire que dans le respect de notre environnement.



Relever le défi de la formation

Ruban bleu de tous les départements français pour son expansion démographique, la Seine-et-Marne doit, pour faire face aux enjeux de son développement, relever le grand défi de la formation.

répondre à la demande de formation générale, technique et professionnelle.

- accélérer la rénovation des établissements anciens.

- accompagner l'effort de l'Etat pour l'enseignement supérieur: le Conseil Régional doit, à l'instar des autres régions françaises, s'associer au Plan Université 2000 et accroître fortement son action pour:



La jeunesse de sa population (30% des Seine-et-Marnais ont moins de 20 ans) est une chance pour notre département. La formation représente aussi pour les collectivités territoriales une ardente obligation.

Le Conseil Régional en Ile-de-France doit à cet égard: - poursuivre son effort en matière de création de nouveaux lycées afin de mieux

la création de nouvelles universités de plein exercice à Marne la Vallée et à Melun-Sénart;

la multiplication significative du nombre des I. U. T (institut universitaire de technologie);

le développement des sections de techniciens supérieurs et de classes préparatoires aux grandes écoles dans les lycées.

Logements : construire mieux et réhabiliter

La force attractive de la capitale a créé un afflux de population en Seine-et-Marne.

De plus, le montant des loyers à Paris et en petite couronne a contraint beaucoup d'habitants à se loger de plus en plus loin.

La demande de logements intermédiaires et sociaux a augmenté. Mais la production reste insuffisante.

De plus, la difficile mobilisation des terrains pour accueillir ces logements accentue encore cette carence.

Depuis des années, les socialistes demandent à ce que le budget de l'habitat, du logement et de l'action foncière devienne le troisième budget de la Région (après l'enseignement et les

transports). La part de ce budget est actuellement d'un peu plus de 5 %.

La Droite n'a aucune politique cohérente ou incitative, pas de plan d'ensemble.

Aujourd'hui, il est nécessaire et c'est tout le sens de la loi "d'orientation sur la ville", votée par les socialistes:

- de construire mieux en réintroduisant la mixité sociale, (personnes âgées, étudiants, catégories défavorisées...),
- d'accélérer le programme de réhabilitation des loge-

ments sociaux en veillant à ce qu'il ne se fasse pas au détriment des locataires,

- d'être attentif à ce que la croissance de la population s'effectue en préservant les espaces naturels.

En Seine-et-Marne, comme ailleurs, la solidarité régionale doit s'exercer pour cette priorité nationale qu'est le logement.



Habiter en Seine-et-Marne c'est bien, y travailler c'est encore mieux

La croissance économique de l'Ile-de-France ne doit pas masquer, en Seine-et-Marne, un chômage qui touche particulièrement les jeunes, une désindustrialisation croissante au profit des activités tertiaires (administration, services...) et une implantation anarchique des entreprises.

La Seine-et-Marne est victime d'un grave déséquilibre entre l'emploi et le logement. Ainsi pour 1 m² de bureau, c'est plus de 9 m² de logements que l'on construit.

Dans les Hauts de Seine c'est le contraire: 1 m² de bureau correspond à

0,97 m² de logements (huit fois plus de bureaux dans les Hauts-de-Seine qu'en Seine-et-Marne, en quatre ans!). Résultat: chaque jour, des heures perdues en transport pour les Seine-et-Marnais, à qui l'on propose des emplois de plus en plus éloignés.

Il faut rétablir l'équilibre et pour cela il faut que la Seine et Marne tienne toute sa place en Ile-de-France.

Que la Région incite les entreprises à s'installer dans notre département, favoriserait la diversification des emplois et le développement de la formation professionnelle. Il faut qu'elle mette en place une politique cohérente d'implantation de pépinières d'entreprises, qu'elle

participe à la création de bassins d'emplois. La lutte contre le chômage est une

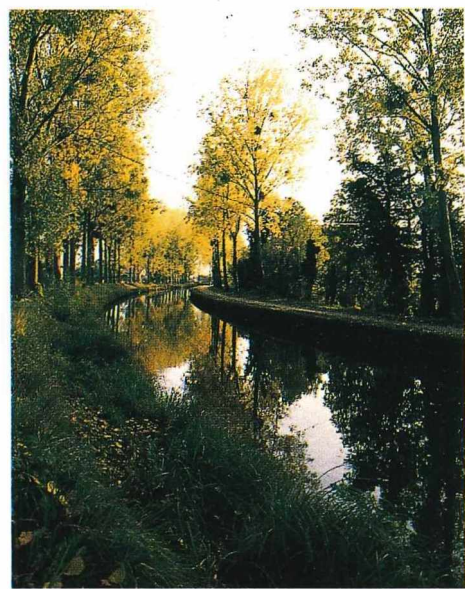
bataille qu'ensemble il faut mener; qu'ensemble, il faut gagner.



Défendre la qualité de la vie

Le département de Seine-et-Marne connaît depuis 15 ans une expansion accélérée. Les nouveaux habitants originaires de province ou

d'autres secteurs de la Région d'Ile-de-France connaissent souvent mal les richesses naturelles et historiques de ce département.



Cette arrivée massive de population entraîne des conséquences importantes sur le cadre de vie, en particulier à l'ouest de la Seine-et-Marne. L'action des socialistes, afin de préserver la qualité de la vie et de l'environnement, a été

constante. Elle passe dans l'ensemble du département par le respect des espaces naturels, cultivés et boisés, importants en Seine-et-Marne, et par la promotion du patrimoine bâti. De nombreux bois et forêts ont été intégrés à l'urbanisation nouvelle. Des châteaux, d'anciennes fermes briardes, des moulins réaménagés et restaurés sont devenus des points de repères pour les nouveaux habitants. Ils sont autant de moyens de valoriser une identité qui peut se conjuguer avec l'extraordinaire environnement départemental dont nous disposons. Des vallées de la

Marne et de la Seine, qui ont donné à notre département son nom, à la multitude de rivières et de cours d'eau, de forêts et de bois si riches en flore et en faune, c'est tout un patrimoine qu'il nous faut protéger.

Sauvegarder l'environnement implique un réel effort dans les secteurs les plus ruraux, facilement pollués par un emploi trop intensif d'engrais et de produits chimiques et par l'existence de décharges sauvages. Cet effort passe par l'amélioration des moyens d'information et de surveillance. Il en est ainsi de

la centrale nucléaire de Nogent-sur-Marne et des décharges industrielles qui réclament toute notre vigilance.

Cette information, pour être reconnue de chaque citoyen, doit émaner d'un organisme indépendant comprenant techniciens, élus et associations.

Les socialistes de Seine-et-Marne, qui ne limitent pas la défense de l'environnement aux seuls espaces naturels, travaillent au rééquilibrage à l'est de l'Ile-de-France pour faire venir des entreprises, et donc des emplois pour les habitants, en respectant la qualité de la vie.



Notre Région ne doit pas rester à Droite

Région Capitale, l'Ile-de-France concentre un quart de la population française et plus du quart de ses richesses. Ces dix dernières années, elle a connu un exceptionnel développement économique. Elle a poursuivi sa croissance démographique et son expansion urbaine. Cependant le mal-vivre s'est installé en Ile-de-France, les inégalités urbaines s'y sont aggravées, la ville s'y trouve dangereusement en crise.

Cela fait plus de 25 ans que la Droite dirige la destinée de notre région. Sa politique d'exclusion est à l'origine de véritables friches urbaines, des poches de pauvreté inadmissibles qui sont ainsi devenues des friches politiques où prospère le Front National.

Dès bidon-villes d'après guerre aux cités de transit des années 50, jusqu'aux grands ensembles inhumains des années 60-70, c'est la Droite qui a fabriqué ces ghettos invivables qui explosent en flambée de violence au devant de l'actualité.

L'avenir de notre région est à la croisée des chemins. Il n'y a pas de fatalité à ce qu'elle succombe à l'anarchie urbaine, au gigantisme qui frappe ces grandes métropoles où la ségrégation, l'exclusion, la violence sont l'ordinaire. La droite depuis qu'elle dirige notre région n'a eu que faire des conséquences de son urbanisme doctrinal, ni du gachis résultant du "laisser-faire". Son pouvoir n'a servi qu'à

édifier des camps retranchés. Elle a ainsi laissé s'installer une situation "d'Apartheid" urbain qui oppose des ghettos de riches à des ghettos de pauvres. Le droit à la ville que les Socialistes veulent défendre, c'est au contraire un minimum d'égalité urbaine pour vivre mieux ensemble.

De 1986 à 1988 Jacques Chirac a accentué cette

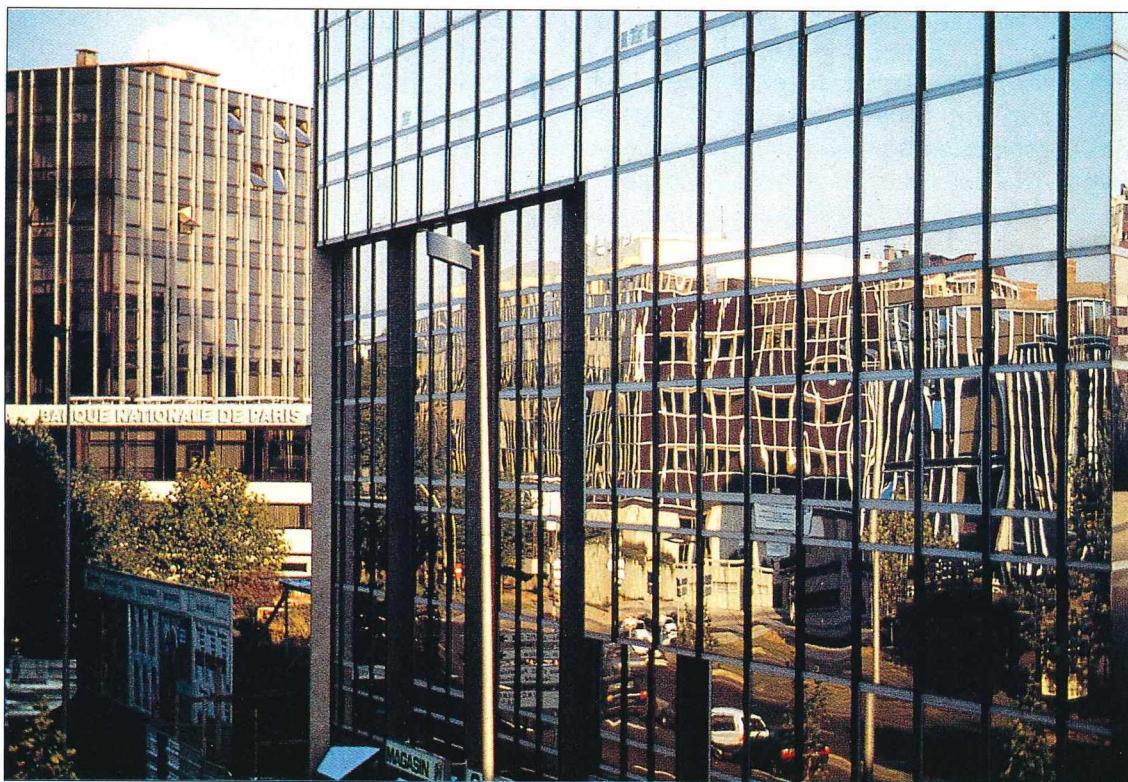
tendance en appliquant une politique qui aggrave les déséquilibres en matière de logement et d'emploi. A Paris la droite chiraquienne a provoqué le départ de la Capitale des familles modestes et des cadres moyens. Dans les Hauts-de-Seine Charles Pasqua préfère étendre les zones de bureaux plutôt que des logements. Les loyers sont devenus exorbitants. La spéculation fon-



cière, la préférence donnée aux bureaux et aux logements de luxe sur le logement social et intermédiaire et l'envolée des prix, condamnent des mil-

liers de franciliens à habiter de plus en plus loin de leur lieu de travail.

La droite se désintéresse des difficultés économiques et sociales qu'une telle politique engendre pour les habitants des quartiers les plus défavorisés de Paris comme ceux des communes d'accueil de banlieue. Les conditions de circulation et la qualité de service des transports en commun se dégradent rapidement, les déplacements quotidiens s'allongent toujours plus. La droite a toujours refusé d'augmenter significativement la part des transports en commun, préférant livrer nos quartiers au tout automobile.



Des décisions ont été prises

Face à de telles dérives, les Socialistes se félicitent que le gouvernement ait mis l'avenir de la région parisienne au cœur de ses priorités.

Le Gouvernement le fait dans le cadre de ses responsabilités car il en va de l'intérêt général dans notre région comme de l'intérêt national bien compris. Le grand chantier de l'Ile-de-France a été ouvert par un plan d'urgence en faveur du logement et des transports. D'autre part, le Gouvernement a entrepris de doter notre région d'un nou-

veau Schéma d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU). Volontaire et ambitieux il est destiné à favoriser un développement plus harmonieux du cadre de vie régional.

En quelques mois une impulsion décisive a été donnée à la réorganisation de la première région française :

- s'agissant des transports

ce sont les décisions de réaliser Eole et Météor, de prolonger la ligne D du RER à Melun et de boucler la Francilienne et l'A86

- s'agissant du logement c'est l'augmentation conséquente des crédits pour le logement social dans le centre de l'agglomération et des mesures pour lutter contre la flambée des prix.

- dans le domaine universitaire c'est la mise en oeuvre d'un plan d'urgence et la création de 5 universités en villes nouvelles et de 31 départements d'IUT en 5 ans.



- ce sont aussi des moyens supplémentaires mis au service du développement régional en faveur du logement et des transports avec la création de la taxe et de la redevance sur les bureaux.

Le gouvernement a aussi défini une audacieuse poli-

tique de la ville pour empêcher que des quartiers entiers ne perdent tout espoir. D'importants crédits ont été dégagés pour renover ces quartiers, apporter des réponses concrètes aux difficultés des jeunes en quête d'avenir, insérer ces cités-banlieues dans la ville.

Au total l'action du gouvernement est déjà considérable

Jusqu'à présent la droite soit disant responsable de la région et des départements a eu des réactions conservatrices. La défense des situations acquises, les tentatives de blocages, le rejet systématique de toutes les initiatives gouvernementales n'ont pas rendu service aux franciliens.

Comment expliquer que la droite au Conseil Régional subventionne au même taux les communes de Neuilly sur Seine et de Montfermeil ?

Quand la droite s'agite les socialistes agissent dans l'intérêt de tous les franciliens. Mais il reste encore beaucoup à faire. L'aménagement de notre région doit devenir l'affaire de tous. Il serait mieux servi avec une nouvelle majorité capable de jouer le jeu.

Forte de ses capacités économiques, sociales, culturelles et touristiques l'Ile-

de-France dispose de multiples atouts pour affronter la concurrence européenne et prétendre au premier rang des métropoles européennes. Il ne faut pas cependant la laisser se développer sans se soucier des conditions de vie de ses habitants car sans cohésion sociale, le dynamisme économique n'a pas de sens.

Les socialistes, qui sont l'alternative à la majorité de droite du Conseil Régional, agissent, par leurs propositions, pour améliorer la vie quotidienne des 10 millions de fran-

ciliens et préparer l'avenir de la première région de France. Notre projet pour l'Ile-de-France se traduit par un développement urbain maîtrisé, un équilibre retrouvé et une solidarité renforcée entre les hommes et les territoires.

Les élections régionales de Mars 1992 sont enfin l'occasion pour les franciliens de donner la priorité aux transports en commun, aux logements pour tous, à la formation pour un emploi à l'éducation au respect de l'environnement et à une ville plus solidaire.



En Ile-de-France, on peut gagner du temps

Les socialistes veulent favoriser la capacité et le confort des déplacements. A cette fin, il faut :

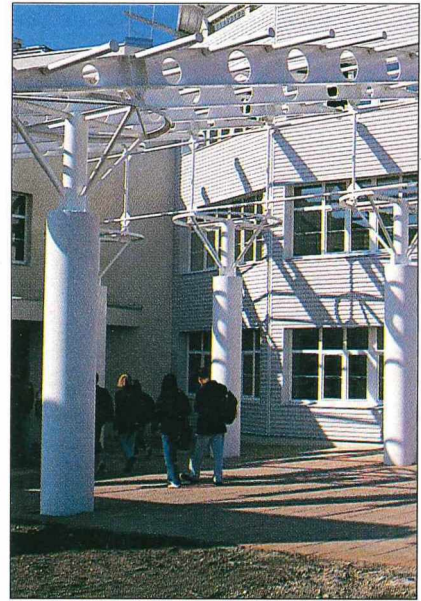
- Donner une plus grande priorité aux transports en commun
- Réduire le trafic automobile transitant par le centre de Paris
- Renforcer la qualité de service des transports collectifs
- Développer les liaisons directes de banlieue à banlieue
- Améliorer les conditions de stationnement



L'éducation gagne du terrain

Pour les socialistes, il faut que le Conseil Régional mette en oeuvre une politique de formation ambitieuse. Notre projet veut :

- Répondre à l'urgence de rénovation des lycées
- Poursuivre la politique de construction des lycées
- Créer de nouveaux IUT
- Développer les Universités sur toute l'Ile-de-France
- Faciliter la vie des élèves et des étudiants (bibliothèques, restaurants universitaires, logements de proximité)



Une priorité : le logement pour tous

Les socialistes ne se contentent pas de constater les difficultés pour se loger. Notre projet pour l'Ile-de-France c'est :

- Une nouvelle politique foncière
- Mieux construire en améliorant la qualité de vie.
- Accompagner la relance de la construction de logements sociaux accessibles à tous impulsée par le gouvernement
- Réhabiliter les logements en maintenant les populations dans les lieux



En Ile-de-France : une nouvelle ambition pour la ville

Les socialistes tiennent à redonner aux habitants de tous les quartiers le goût d'y vivre et d'y rester. C'est pourquoi dans notre projet nous voulons :

- Equiper et animer ces quartiers tout en les reliant mieux entre eux
- Faire de la diversité sociale un axe essentiel de la lutte contre l'exclusion
- Inciter au rééquilibrage emploi-logement



PHOTOS: P. Lebrun; F. Launay; H. Bellenger; A. Sternberger; A. Beguec; A. Nolen; D.R.
RC : B 315 904 672

La formation pour l'emploi c'est un bon plan

Les socialistes font de l'emploi leur priorité. Le chômage, en particulier celui des jeunes, est insupportable et leur formation est l'une de nos grandes priorités. Pour un meilleur équilibre dans la répartition des emplois entre l'Est et l'Ouest de la région



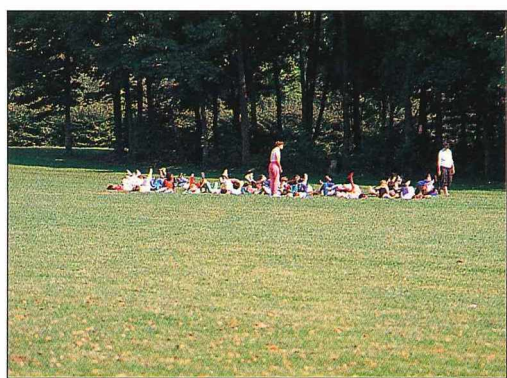
et entre emplois industriels et de service, nous voulons :

- Insérer notre région dans le réseau des villes françaises et européennes pour améliorer sa compétitivité
- Diversifier les activités et promouvoir les activités productives modernes
- Amplifier le partenariat entre la recherche, les PME/PMI et les collectivités locales
- Développer l'action économique
- Inciter les entreprises à l'exportation
- Donner une réelle priorité aux filières de formation et d'insertion professionnelles

Pour l'Ile-de-France : inventer une écologie urbaine

Les socialistes ont une conception responsable de l'environnement, de la nature et du cadre de vie. Notre projet insiste pour :

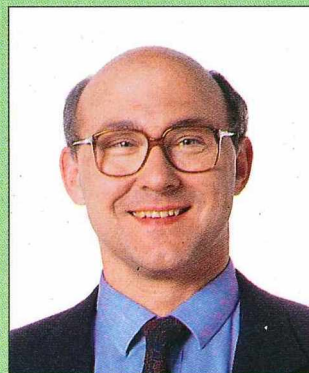
- Mieux maîtriser l'urbanisation



- Protéger les espaces verts et les zones agricoles
- Maîtriser le cycle de l'eau pour que cessent les pollutions et les inondations
- Accélérer le traitement des déchets avec la mise en place d'un vaste programme régional

3 questions à Michel Sapin

Tête de liste dans les Hauts-de-Seine,
Candidat des Socialistes
à la Présidence de la Région Ile-de-France



Question : Vous êtes candidat à la Présidence du Conseil régional d'Ile-de-France, pensez-vous disposer d'une majorité absolue ?

M. SAPIN : Je vous mentirais en répondant par l'affirmative. Dans le précédent Conseil régional il n'y avait déjà pas de majorité absolue et le RPR et l'UDF ont donc été contraints de s'allier avec le Front National pour obtenir le siège de Président.

Les Socialistes et tous les élus de progrès devront donc se rassembler pour proposer une alternative à la droite qui dirige l'Ile-de-France depuis 25 ans.

Question : Cette majorité alternative que vous appelez de vos vœux implique donc des alliances, avec qui ?

M. SAPIN : Avec toutes celles et tous ceux qui veulent aujourd'hui mettre un terme à l'immobilisme qui paralyse notre région. Ils doivent se regrouper sur un programme d'actions qui permette à l'Ile-de-France de retrouver équilibre et solidarité, qu'il s'agisse des élus de gauche, de ceux qui refusent la mainmise de l'appareil du RPR sur notre région ou encore de ceux qui ont mis le respect de l'environnement au centre de leurs préoccupations.

Question : Vous leur proposerez donc un programme ?

M. SAPIN : Ce programme nous l'avons déjà établi dans la clarté depuis plusieurs mois. Les propositions des socialistes pour l'Ile-de-France sont connues, nos priorités clairement affirmées. L'enjeu aujourd'hui est de créer les conditions d'une majorité alternative qui ait vraiment la volonté de s'attaquer aux problèmes.

Pour ma part, avec tous ceux qui ont envie d'aller de l'avant, je suis prêt à mettre un terme à ce "laisser-faire - laisser-aller" qui mine notre région.

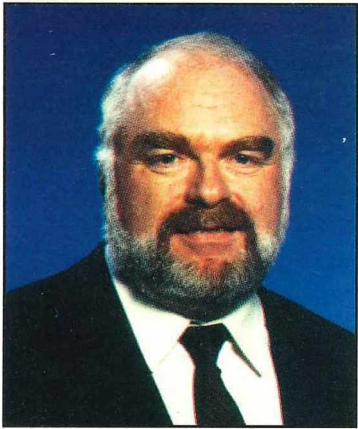
A chaque liste aujourd'hui de prendre ses responsabilités vis à vis de la future majorité qui gèrera ce conseil pour les six ans à venir.

Michel SAPIN



EN AVANT, SEINE-ET-MARNE, AVEC LES SOCIALISTES

YANNICK BODIN



49 ans
Conseiller Régional sortant
Président du groupe socialiste et
radical de Gauche d'Ile-de-
France
Conseiller Municipal de
Dammarié les Lys
Professeur de collège

JACQUES HEUCLIN



45 ans
Député
Cons. Général
Maire de
Pontault-
Combault
Ancien Cons.
Régional

JEAN-PIERRE FOURRE



47 ans
Député Cons.
régional
sortant
Président de la
Délégation
française de
l'Europe et de
l'Union de
l'Europe occidentale Pdt de l'EPA
Marne Cons. municipal de Bussy-
Saint-Georges. Ingénieur.

JEAN LION



50 ans
Conseiller
régional sortant
Maire de
Meaux
Professeur

MARC FROMION



61 ans
Ancien député
Cons. Régional
sortant
Maire de
Gurcy-le-Châtel
Dir. Dép.
adjoint de
l'UNSS de
Seine et Marne

GÉRARD EUDE



39 ans
Conseiller
Municipal de
Torcy
Ingénieur
France
Télécom

ALAIN TRACA



43 ans
Cons. Régional
sortant
Savigny-le-
Temple
Fonctionnaire
territorial

DAISY GRUNDLINGER



49 ans
Maire adjointe
de Noisiel
Vice-Présidente
du SAN de
Marne la
Vallée - Val
Maubée
Comptable

HERMINIE BRELLE



29 ans
Cons.
Municipale de
Lieusaint
Assistante
sociale

ANNIE PEYRET



43 ans
Combs la Ville
Fonctionnaire

LAURE GREUZAT



42 ans
Député
suppléant
Mitry-Mory
Professeur

MARIE-CLAUDE NECTOUX



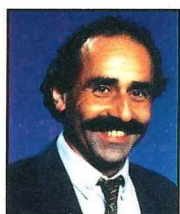
37 ans
Chargée de
Mission
Montevrain

VINCENT EBLE



34 ans
Journaliste
d'Entreprise
Maire-Adjoint
de Lognes,
Vice-Président
du SAN du Val
Maubée
2 enfants

ROBERT ZERMATI



39 ans
Conseiller
Municipal de
Chelles
Directeur de
cabinet

DOMINIQUE VINCENT



42 ans
Maire-adjoint
de Montereau
Dessinateur
industriel

ALAIN COULAMY



39 ans
Dir. de cabinet
Maire-adjoint
de Verneuil
l'Étang

DANIEL FABRE



43 ans
Conseiller
Municipal
d'Ozoir-la-
Ferrière
Employé dans
la Protection
Sociale

BRIGITTE BARSOLLE



44 ans
Conseillère
Municipale de
Savins
Cadre
administratif

Dimanche 22 mars, vous désignerez
vos élus qui siégeront au Conseil
Régional d'Ile-de-France.

En Seine-et-Marne, se présentent des
femmes et des hommes d'expérience
et de valeur. Elus locaux, militants
associatifs, ils sauront, grâce à leur
diversité et à la connaissance qu'ils
ont de nos communes et de leurs
habitants, être des porte-parole
efficaces de notre département
au Conseil Régional.

ALAIN HADDAD



45 ans
Conseiller
Municipal de
Coulommiers
Médecin des
Hôpitaux

FRANÇOIS DEYSSON



35 ans
Conseiller
Municipal de
Montereau
Directeur
d'Ecole

JEANNINE JOUANIN



48 ans
Conseillère
Municipale de
Saint-Fargeau-
Ponthierry
Institutrice

**Attention, le 22 mars :
un seul jour, un seul tour !**

